

Renforcer l'Europe : nos recommandations pour la prochaine Commission européenne



Empowering Europe: Our Recommendations to the Next European Commission

La Commission européenne entame son nouveau mandat alors que l'Union européenne (UE) se trouve à un moment critique, confrontée à des défis tels que la crise climatique, les menaces pesant sur nos droits fondamentaux et notre démocratie, les tensions géopolitiques croissantes, les préoccupations en matière de sécurité et une compétition économique mondiale intensifiée.

Dans ce contexte, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a présenté sa feuille de route politique et les lettres de mission pour le prochain Collège des commissaires, afin de guider l'action de la Commission pour les cinq prochaines années.

Face aux défis auxquels l'UE est confrontée, la Commission doit rechercher des solutions européennes, en plaçant les citoyens et la société civile européenne au centre du processus décisionnel.

À cette fin, nous présentons les recommandations suivantes en réponse aux priorités de la Commission pour les années à venir :

Défendre notre démocratie et nos droits

- **Protéger les droits humains** pour tous et promouvoir la diversité et l'inclusion dans la société.
- **Défendre l'état de droit** et appliquer rigoureusement le mécanisme de l'article 7 (Traité sur l'Union européenne).
- **Renforcer la liberté et le pluralisme des médias** dans toute l'UE en surveillant de près la mise en œuvre de la loi européenne sur la liberté des médias.

- **Augmenter le financement des organisations de la société civile** et accorder à la société civile un rôle plus fort dans l'élaboration des politiques (conformément à l'article 11 du Traité sur l'Union européenne).
- **Faire des panels de citoyens européens** ainsi que des Conférences de citoyens permanentes **une constante de l'élaboration des politiques de l'UE** afin de garantir que la voix des citoyens soit entendue et prise en compte de manière effective dans le processus décisionnel.
- **Renforcer la réglementation pour garantir et protéger les droits numériques des citoyens**, en particulier le droit à la vie privée, à la protection des données, à la liberté d'expression, aux droits sociaux et à la non-discrimination.

Défense et sécurité

- Proposer une **intégration politique significative** avec des objectifs stratégiques partagés et une **prise de décision efficace entre les États membres** pour créer une **Union de la défense européenne**.
- **Exploiter les ressources publiques et privées** dans un marché commun de **la sécurité et la défense** afin de **stimuler la transformation industrielle de l'UE**, la création d'emplois et le renforcement des capacités de défense.
- **Renforcer les frontières extérieures de l'UE** en créant un **système de protection des frontières** entièrement intégré, coordonné et responsable, fondé sur les valeurs de l'UE et les droits humains.
- **Réviser les politiques migratoires** actuelles pour parvenir à une approche globale, harmonisée et commune en matière de migration et d'asile, avec un mécanisme de **solidarité**.

Prosperité durable et compétitivité

- **Faire du Pacte vert européen et sa mise en œuvre** une priorité pour la prochaine législature, en canalisant toutes les ressources publiques et privées nécessaires.
- **Réaliser une union des capitaux** pour renforcer le soutien financier à la transition écologique et à la transformation numérique au sein du marché unique.
- **Donner suite au rapport Letta avec des actions concrètes** pour approfondir l'intégration du marché unique et permettre à l'économie européenne de répondre aux défis actuels et futurs.
- **Surveiller de près la mise en œuvre de la Loi sur l'intelligence artificielle (IA)** et proposer d'autres législations axées sur l'incitation à l'utilisation durable et éthique de l'IA.
- **Augmenter la part des ressources propres de l'UE dans le budget européen** pour améliorer la flexibilité et renforcer le lien entre les objectifs politiques et les ressources financières.
- **Augmenter substantiellement le budget de l'UE** pour répondre aux besoins, aux **grands défis socio-économiques** et réaliser les investissements nécessaires, comme le souligne le **rapport Draghi**.
- Travailler avec les États membres pour surmonter leurs divergences et parvenir à un compromis qui permettra une **émission de dettes conjointe plus importante et augmentera la capacité d'emprunt de l'UE**.

Équité sociale

- **Renforcer la dimension sociale du marché unique** pour promouvoir une croissance inclusive, la justice sociale et l'égalité des chances pour tous.
- **Faire progresser la justice sociale et l'égalité en Europe** en mettant en œuvre le **Pilier européen des droits sociaux**.

- Intensifier les efforts pour **une économie positive, une répartition équitable des richesses et une protection sociale plus forte et plus résiliente** face aux chocs socio-économiques.

Être un leader global et agir local

- Intensifier les efforts pour **réviser la stratégie industrielle de l'UE** afin de riposter aux pratiques agressives d'autres puissances mondiales.
- **Diversifier les chaînes d'approvisionnement** en favorisant des partenariats stratégiques et en développant des secteurs critiques pour réduire la dépendance vis-à-vis d'acteurs hors de l'UE tout en maintenant une certaine ouverture au monde.
- **Fournir une perspective d'élargissement crédible et un calendrier clair** pour le processus d'adhésion avec des objectifs intermédiaires dans le cadre du « paquet d'élargissement 2024 ».
- Réaffirmer que les pays candidats souhaitant rejoindre l'UE doivent pleinement **respecter la démocratie, l'état de droit et les droits humains dans le processus d'adhésion**.

La Commission doit prioriser les réformes institutionnelles nécessaires pour construire une Union plus efficace, qui soit transparente et représentative. À cet égard, la Commission devrait répondre, conjointement avec le Conseil européen, à l'appel du Parlement européen en faveur d'une **Convention pour réformer les traités de l'Union européenne**. La **réforme institutionnelle** n'est pas un choix, mais une **nécessité pour garantir que l'UE puisse répondre aux besoins changeants de ses citoyens**, faire face à des défis planétaires sans précédent et réussir le prochain élargissement.

[Retrouver l'article original sur le site du Mouvement Européen – International.](#)